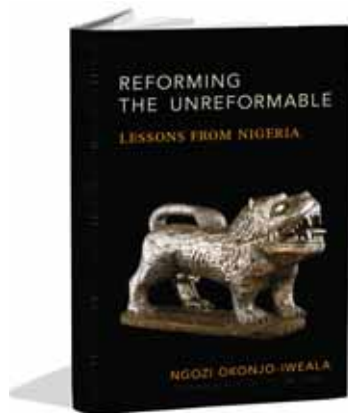


## Un retournement à deux facettes



Ngozi Okonjo-Iweala

### Reforming the Unreformable

#### Lessons from Nigeria

MIT Press, Cambridge, Massachusetts, 2012, 202 pages, 24,95 \$ (toilé).

Ngozi Okonjo-Iweala nous conte l'histoire extraordinaire du Nigéria, qui s'est hissé du fin fond d'un abîme d'instabilité économique, d'infrastructures et institutions en ruine et de misère galopante, pour retrouver plus de stabilité économique. Il fallait pour écrire cet ouvrage avoir combattu dans les tranchées lors du processus de restructuration de l'économie et de réforme de la gouvernance.

Tous les détails sont là. L'auteur explique en langage clair et sans complaisance les enjeux économiques auxquels a dû faire face l'équipe qu'elle a dirigée comme Ministre des finances de 2003 à 2006. Elle pèse les résultats positifs et plus discutables des réformes macroéconomiques effectuées pendant les deux mandats du Président Olusegun Obasanjo. Avec un certain détachement, elle rend hommage à la vision du Président Obasanjo, décrit ses propres forces et les erreurs qu'elle a commises, et relate sans acrimonie comment certains ont tenté de causer sa perte ou de torpiller le processus de réformes.

Le Nigéria était largement considéré comme incapable de se sortir de son marasme économique à cause de la «malédiction» de la richesse pétrolière, du militarisme, de la mainmise de l'État sur l'économie et de la corruption aux niveaux fédéral et local. Mais M<sup>me</sup> Okonjo-Iweala démontre le contraire.

En 2007, le Nigéria avait réussi à stabiliser la situation macroéconomique, réduire l'inflation, doubler le taux de croissance qui est passé à 6-7 %, et entamer la reconstruction des systèmes d'éducation et de santé. Elle montre que la détermination énergique des dirigeants, en outre soucieux du bien-être de leurs citoyens, peut être une puissante force de changement.

De l'expérience qu'elle a vécue, elle tire plusieurs enseignements : les réformes nécessitent une partition que l'équipe économique puisse mettre en musique, une stratégie de communication efficace, et des objectifs concrets recueillant l'adhésion de la société civile et de l'opinion publique. La volonté politique des dirigeants a certes été importante, mais il ne faut pas oublier l'autre facette. Le retournement économique du Nigéria a aussi nécessité une assistance stratégique et des partenariats avec la communauté internationale.

L'homme d'affaires brésilien Amaury Bier lui a, par exemple, conseillé de «constituer une équipe économique soudée, partageant les mêmes idées et capable de monter en première ligne», et le Premier Ministre britannique Tony Blair, de même que James Wolfensohn, alors Président de la Banque mondiale, lui ont fait comprendre qu'une stratégie de réforme macroéconomique pouvait ouvrir la voie d'un allègement de la dette par la suite.

M<sup>me</sup> Okonjo-Iweala souligne la part importante de l'histoire africaine dans la conception des réformes. Les origines du cauchemar économique pétrolier dont le Nigéria a fini par se réveiller remontent à son histoire d'anciens conflits ethniques, confessionnels et culturels, de colonialisme sur le principe «diviser pour régner» et de la guerre du Biafra (1967-70), suivie par 25 ans de pouvoir militaire et de désagrégation agricole et sociale. Mais elle est convaincue que la gouvernance joue toujours un rôle décisif.

Accomplissements majeurs à son actif : réduction des fuites budgétaires, adoption d'une règle fondée sur les cours du pétrole pour renforcer la transparence du budget, rétablissement de la stabilité macroéconomique en 2006, accroissement des réserves de change, réduction des taux d'inflation et d'intérêt, et croissance de 7 %. En 2003, le gouvernement Obasanjo a entrepris la

privatisation, la déréglementation et la libéralisation de l'économie.

Le plus difficile a été de réformer la fonction publique pour améliorer la qualité des services, de rationaliser les retraites et d'éradiquer la corruption régnant sur le commerce extérieur et les douanes. Les fonctionnaires peu formés arrondissaient leurs maigres salaires en laissant les notables détourner les recettes des organismes publics et s'en servir pour polir leur image de bienfaiteurs provinciaux. D'aucuns disent que si M<sup>me</sup> Okonjo-Iweala a soudain été transférée du Ministère des finances à celui des affaires étrangères en 2006, c'est parce qu'elle refusait de fermer les yeux sur les abus des politiciens qui se servaient des droits d'importation sur le riz pour entretenir leur popularité au sein de leur parti.

Son récit nous emmène dans les coulisses du pouvoir et montre la complexité des réformes macroéconomiques dans une société africaine dont les diverses classes politiques ont prospéré sur les décombres des ressources détournées, de la finance débridée, de l'agriculture ruinée, de l'éducation gangrenée et de la population appauvrie. M<sup>me</sup> Okonjo-Iweala montre combien il a été difficile de briser l'emprise des politiciens sur les recettes pétrolières et de pousser le Nigéria sur la voie d'une gouvernance économique stable, diversifiée, libéralisée et socialement responsable.

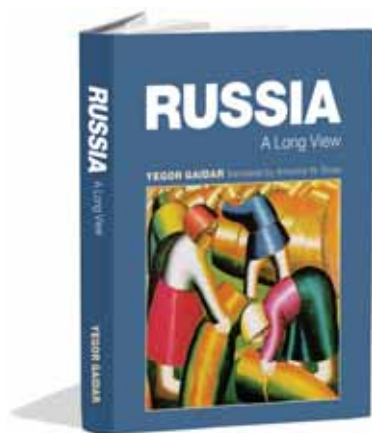
M<sup>me</sup> Okonjo-Iweala qui, après quatre ans à la Banque mondiale, a retrouvé en 2011 le portefeuille des finances dans le gouvernement du Président Goodluck Jonathan, se tourne en conclusion vers l'avenir, avec l'idée que la réussite du Nigéria peut aider à transformer l'Afrique. Elle se demande si les réformes seront durables et continueront à favoriser la croissance du Nigéria et, dans l'affirmative, si elles pourront servir d'exemple pour le reste de l'Afrique. Elle souligne à nouveau l'importance du soutien et du suivi de la communauté internationale, ainsi que de la détermination sans faille du Nigéria à combattre la corruption, à affermir l'équilibre macroéconomique et à promouvoir la réforme du secteur financier.

Au lecteur de s'interroger : «est-ce que tout cela va durer?»

**Gwendolyn Mikell**

Professeur d'anthropologie et de service extérieur, Université de Georgetown

## Vision panoramique



Yegor Gaidar

### Russia

#### A Long View

MIT Press, Cambridge, Massachusetts, 2012, 525 pages, 39,95 \$ (toilé).

Yegor Gaïdar, principal architecte des réformes économiques du début des années 90 qui ont conduit à l'avènement d'une économie de marché en Russie, était aussi un écrivain talentueux et érudit, ce dont témoigne cet ouvrage.

La version russe, publiée en 2005, portait essentiellement sur la nature de la croissance économique et a largement contribué au débat en Russie sur la nécessité de moderniser l'économie. La version anglaise passe sur le détail des politiques mises en œuvre en Russie et comporte un bref épilogue rédigé en 2009, peu avant le décès de Gaïdar, si bien qu'un tiers seulement du livre traite vraiment de la Russie.

Gaïdar commence par un vaste tour d'horizon de l'histoire du monde, depuis le néolithique en passant par les États-cités grecs et romains, puis les sociétés agraires sédentaires et nomades, jusqu'aux origines du développement économique moderne en Europe.

Il y a un chapitre intéressant sur la pensée marxiste du changement économique et un autre sur les facteurs déterminants de la croissance économique et les transformations sociales qui en découlent. Les chapitres

traitant de l'histoire économique de la Russie sont exhaustifs et nuancés.

La dernière partie décrit les problématiques du monde «postindustriel» — essentiellement des pays occidentaux : vieillissement et recul démographiques, taille de l'État, systèmes de protection sociale contre-incitatifs, coût élevé des retraites publiques, qualité de l'éducation publique, financement des soins médicaux plus coûteux, corruption et dimension politique des réformes économiques. En analysant ces problèmes, Gaïdar en tire les leçons pour la Russie.

Le résultat est un vaste tableau, plutôt à l'état d'esquisse. (C'est d'ailleurs le sous-titre de la version russe : *Esquisses d'histoire économique*.) Mais l'œuvre s'appuie sur une somme de lectures remarquablement diverses, dont témoignent les copieuses notes en fin d'ouvrage. Bien qu'économiste, Gaïdar va bien au-delà de l'analyse économique et s'apparente davantage aux Schumpeter, Marx ou Kuznets qu'aux historiens économètres modernes.

Il jongle toutefois habilement avec les statistiques, comparant par exemple la Russie avec les pays occidentaux au temps où ils avaient un PIB par habitant similaire. Qu'il traite de statistiques, de philosophie politique ou de controverses historiques, le style de Gaïdar est clair et vivant, comme il sied à un ancien journaliste.

On ne peut donner ici qu'un aperçu de ses conclusions. Il pense qu'à mesure que les pays se développent, leurs institutions évoluent, selon l'idée chère à Marx que la technologie détermine les relations sociales et politiques. (Peut-être Gaïdar insiste-t-il sur ce point pour marquer au coin du marxisme la suggestion, mal vue en Russie, que celle-ci a quelque chose à apprendre de l'Occident.) Tant que les élites s'approprièrent et dépensèrent les excédents dégagés par les masses, pour leur consommation ou pour faire la guerre, les sociétés agraires traditionnelles n'ont guère prospéré. Il a fallu attendre leur déclin pour permettre à ces masses de bénéficier de leurs investissements. La croissance écono-

mique moderne a débuté en Europe avec les marchands des États-cités, les découvertes géographiques, les embryons de systèmes financiers et l'affermissement des droits de propriété. Les facteurs culturels influent fortement sur la croissance : par exemple, l'importance des relations familiales dans certaines cultures peut retarder le développement de la pleine concurrence dans les affaires et favoriser le capitalisme de copinage.

L'économie soviétique s'est effondrée car elle bridait l'innovation et la concurrence internationale, saignait à blanc l'agriculture, et était devenue tributaire des exportations de pétrole et de gaz pour financer ses inefficiences. La chute des cours pétroliers des années 80 a précipité une crise. Selon Gaïdar, la récession porteuse de changement en Russie après l'éclatement de l'URSS en 1991 et le début des réformes économiques en 1992 était inévitable et n'a pas résulté des réformes spécifiques adoptées.

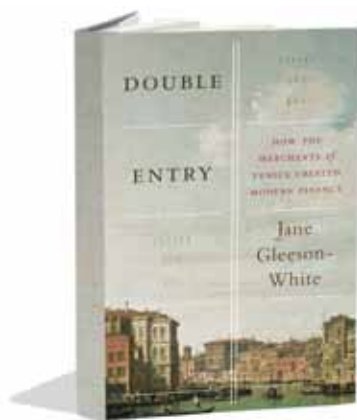
Voici quelques-unes des leçons qu'il en tire pour la Russie. Elle doit encourager l'immigration pour compenser le recul démographique naturel, relever l'âge de la retraite, et encourager le développement des régimes de retraite privés. Il considère que la taille de l'État a presque atteint ses limites. Celui-ci devrait financer les soins médicaux de base, après quoi les frais devraient être couverts par des assurances; il devrait aussi encourager le jeu du marché en matière d'éducation et de santé publiques. La Russie doit aussi remplacer son système actuel de démocratie dirigée — où les intérêts particuliers étouffent les réformes et la corruption fleurit — par une démocratie active propice aux réformes.

De manière générale, les recommandations de Gaïdar traduisent une vision plutôt conservatrice des rôles respectifs de l'État et des marchés, et il développe ses arguments avec habileté et érudition.

**John Odling-Smee**

Ancien Directeur du Département Europe II du FMI  
(couvrant l'ex-Union soviétique)

## Débit et crédit



Jane Gleeson-White

### Double Entry

#### How the Merchants of Venice Created Modern Finance

W. W. Norton & Company, New York, 2012, 304 pages, 26,95 \$ (toilé).

Dans ce livre qui se lit comme un roman, Jane Gleeson-White raconte avec vivacité l'histoire de la comptabilité en partie double. Après en avoir décrit la genèse, elle nous entraîne dans une longue réflexion sur le devenir de cette invention qui, selon elle, a permis l'avènement et l'opulence de la Renaissance, nourri le développement du capitalisme, et préfiguré le système de comptabilité nationale dont Keynes a posé les bases théoriques. Ainsi chargée d'histoire, la comptabilité en partie double a maintenant le pouvoir de «faire ou défaire» le monde au XXI<sup>e</sup> siècle.

La première moitié de l'ouvrage raconte l'histoire fascinante de l'inventeur de la comptabilité en partie double, Luca Pacioli (1445–1517). Pacioli, esprit brillant, s'essaya avec succès à plusieurs carrières : mathématicien, magicien et même moine franciscain. Mettant à profit l'invention de Gutenberg, il publia plusieurs ouvrages, dont la première encyclopédie mathématique de la Renaissance qui comportait un traité vantant les mérites de la comptabilité en partie double pratiquée à Venise, qui est resté à la postérité.

Pacioli rompit avec la tradition en écrivant son traité en italien, ce qui

en fit un ouvrage accessible à tous et en favorisa la propagation; il fut aussi de ceux qui contribuèrent en Italie à substituer peu à peu aux chiffres romains les caractères indo-arabes.

Sautons quelques siècles, et découvrons l'héritage moderne de la comptabilité en partie double : de nos jours, le bilan d'une société par actions permet de savoir «si les affaires vont bien ou mal», comme l'entendait Pacioli. L'évolution des normes et principes comptables a aussi sans aucun doute été influencée par la comptabilité en partie double. Malheureusement, les chapitres suivants tendent à en gonfler (ou du moins exagérer) l'impact. À la manière de «l'effet papillon» souvent cité, selon lequel un battement d'ailes peut déclencher une tornade, la comptabilité en partie double est désignée comme responsable des travers des décisions alimentées de nos jours par les données comptables. Même l'affaire de la Ford Pinto (que le constructeur décida en 1977 de ne pas équiper d'un dispositif de sécurité, sur la base d'une analyse coût-bénéfice) est mise sur le compte du système comptable qui se serait «transformé en un système algébrique rigide favorisant un mode de pensée qui engendre des décisions iniques». La comptabilité n'est sûrement qu'un élément de la cupidité et de la cruauté qui caractérisent la condition humaine.

Brusquement, nous voici plongés sans ménagement dans une controverse sur la nature de la comptabilité comme phénomène de société. Ainsi, en ouvrant le chapitre 7, intitulé «Comptabilité en partie double et capitalisme — l'œuf et la poule?», le lecteur pourrait s'attendre à un débat raisonné sur la question de savoir si la première a permis au second de prospérer ou l'inverse. Au bout de deux paragraphes, on sait dans quel camp se situe l'auteur : les vues de l'économiste allemand Werner Sombart, qui expliqua en 1924 que la comptabilité en partie double était un outil tellement puissant qu'elle conduisit au développement du nouveau système économique et social que nous nom-

mons capitalisme, n'ont pour «contrepartie» qu'une vague référence aux contre-arguments de son homologue sud-africain Basil Yamey. La bibliographie et les citations sont de même biaisées à l'encontre de l'opinion plus courante selon laquelle la comptabilité est le produit de l'organisation sociale et des pressions qu'elle engendre.

Les comptables qui ont l'habitude des bilans et de la comptabilité d'exercice pourraient être surpris par l'idée que le système de comptabilité nationale doit son origine à la comptabilité en partie double. La *Théorie générale* de Keynes selon laquelle la production globale est déterminée par la somme de la consommation et de l'investissement est en substance une équation dont les termes doivent s'équilibrer par définition, et non un registre qui codifie, classe et inventorie les actifs, passifs, recettes, dépenses, et capitaux de l'économie (en deux colonnes : débit et crédit).

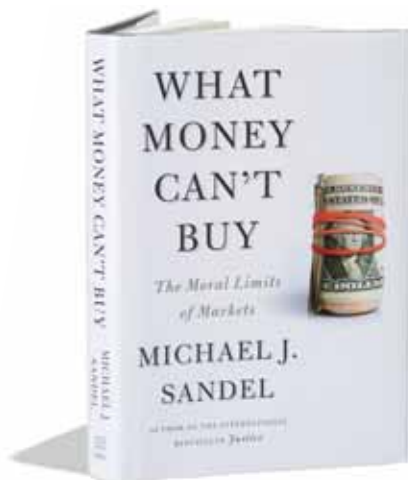
Mis à part ces détails mineurs, l'ouvrage de M<sup>me</sup> Gleeson-White se lit bien, que l'on soit comptable ou non. Elle a l'art de camper ses personnages en dosant savamment le général et le particulier. Celui de Pacioli est on ne peut plus vivant, grâce aux curieux détails qu'elle a dénichés. On ne peut qu'imaginer, par exemple, les manœuvres en coulisse auxquelles il dut se livrer lorsqu'en 1509 les moines de son monastère demandèrent qu'il soit déchu de tous les privilèges accordés par le pape et de toutes ses fonctions administratives en raison de son style de vie. Quelques mois plus tard, Pacioli fut nommé supérieur du monastère!

Comment la comptabilité peut-elle «faire ou défaire le monde»? Pour y répondre, M<sup>me</sup> Gleeson-White estime qu'il faut mieux comprendre en quoi la comptabilisation (ou la non comptabilisation) de la valeur des ressources dessine les contours de l'économie mondiale. C'est là une entreprise louable, qui aurait sans doute captivé l'imagination de Pacioli.

**Christopher Hemus**

Directeur adjoint du Département financier de l'FMI

## Quand tout sera à vendre



**Michael Sandel**

### What Money Can't Buy

#### The Moral Limits of Markets

Farrar, Straus et Giroux, New York, 2012, 244 pages, 27 \$ (toilé).

La crise financière a ravivé la vieille suspicion à l'égard du libre marché. Cette défiance n'est pas l'apanage des « indignés » : même les observateurs apolitiques se demandent également si les marchés n'encouragent pas la cupidité et ne menacent pas le tissu social. Cette évolution des mentalités devrait réjouir Michael Sandel, qui vient de sortir *What Money Can't Buy: The Moral Limits of Markets*.

Le lecteur soucieux des conséquences sociales du libre marché trouvera matière à réflexion dans cet ouvrage, mais risque de rester sur sa faim.

Le but de Sandel, professeur de science politique à Harvard, n'est pas d'agiter les « 99 % » ; il veut laisser entrevoir ce qui arriverait si le marché gouvernait chaque pan imaginable de notre vie.

Sandel distingue l'économie de marché, selon lui vecteur de santé et de prospérité, de la « société de marché », où tout peut être négocié, des organes aux cellules grand luxe pour riches prisonniers, en passant par les contrats militaires avec soldats civils

ou les permis de complaisance pour les émissions de carbone. De façon plus insidieuse, la société de marché permet à la logique économique de pénétrer le social et le politique.

Sandel a sans doute raison de dire que l'économie moderne est devenue notre repère dans les sciences du comportement. Le modèle de l'individu qui évalue coûts et avantages, maximise l'utilité et réagit aux incitations a éclipsé les autres lectures du comportement, en particulier dans le domaine des politiques publiques.

D'après Sandel, la société de marché a deux conséquences principales. D'abord elle accentue les inégalités. En donnant à l'argent une valeur plus importante, les inégalités de revenu engendrent des inégalités sociales. Les espaces publics que sont les écoles, parcs ou files d'attente des théâtres et des aéroports, ne nourrissent peut-être pas l'esprit de solidarité, mais peuvent incarner un idéal d'égalité démocratique.

Que se passe-t-il alors, quand un lobbyiste paie quelqu'un pour faire la queue avant une commission parlementaire ou lorsqu'un cadre s'attache les services d'un médecin qui, moyennant finance, lui garantit un suivi personnalisé pendant que le commun des mortels patiente aux urgences ? Les relations sociales ne s'en ressentent-elles pas quand un grand patron peut suivre un match de baseball, le loisir américain par excellence, depuis sa loge luxueuse, à bonne distance des bancs des modestes supporters ?

Les tenants du libre marché pourraient défendre ces inégalités en arguant que vendeurs et acheteurs agissent librement, mais Sandel craint une autre dynamique. Lorsque les inégalités sont grandes, l'argent devient un passeport pour la liberté. Pour une Indienne pauvre qui vend ses services de mère porteuse, par exemple, la pauvreté exerce « une sorte de contrainte ».

L'autre effet pernicieux de la société de marché est de corrompre les biens et services. Les économistes répliquent que le marché est neutre vis-à-vis des transactions économiques, mais Sandel n'y croit pas : pour lui, les marchés ne se limitent pas à affecter des biens, ils expriment et encouragent des atti-

tudes. Quand les prix et l'efficacité deviennent les seuls critères de valeur, c'est aux dépens d'autres motivations humaines plus nobles. Sandel fait remarquer que certaines choses ne s'achètent pas ; on ne peut pas payer quelqu'un pour être juré à notre place, car siéger dans un jury est un devoir civique non monnayable.

Où est la vérité ? Sandel apporte peu d'éléments empiriques à son argumentation ; en tout état de cause, les exceptions sont nombreuses. Il critique les cartes-cadeau, car elles permettent de faire l'économie du temps et de l'attention consacrés à l'acte d'acheter un vrai cadeau. « L'amitié et les pratiques sociales qui la sous-tendent procèdent de certaines normes, attitudes et vertus. » C'est discutable. Si j'offre une carte à ma nièce pour ne pas la décevoir avec quelque chose qui ne serait pas de son goût, peut-on vraiment dire que le cœur n'y est pas ? Si le fiancé demande à un professionnel de lui rédiger un discours de mariage — autre exemple cité —, il le tiendra secret, conscient de sa paresse. La morale n'est pas tout à fait sauve, mais les normes, elles, sont respectées.

Quant aux inégalités, les riches ont toujours payé pour échapper aux tâches ingrates, à l'inconfort et à la promiscuité, et s'offraient ainsi des wagons privés et des nourrices. Ce qui est nouveau aujourd'hui, ce ne sont pas les loges luxueuses des stades, mais l'existence d'une vaste classe moyenne supérieure qui a rendu ces privilèges plus fréquents et plus visibles. Mais l'avènement de la société de marché américaine a coïncidé avec une explosion de la philanthropie, de l'entrepreneuriat social et du bénévolat, contrairement à ce que laisserait prévoir la théorie de Sandel. Il a raison de dire que les inégalités et les défauts de caractère sont un problème dans une société de marché, mais toutes les sociétés en souffrent depuis des millénaires, depuis bien avant la naissance de Milton Friedman.

**Kay Hymowitz**

Conseillère de rédaction, City Journal ;  
Chercheuse principale, Manhattan  
Institute ; et auteur de *Manning Up :  
How the Rise of Women Has Turned  
Men into Boys*